Noir sur blanc

Jean-Michel Leniaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lha/700>

DOI : 10.4000/lha.700

ISSN : 1960-5994

Éditeur

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2017

Pagination : 5-6

ISSN : 1627-4970

Référence électronique

Jean-Michel Leniaud, « Noir sur blanc », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [En ligne], 33 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lha/700> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lha.700>

« NOIR SUR BLANC »

La rédaction des *Livraisons d'histoire de l'architecture* a hésité sur le titre à donner à la présente livraison. Fallait-il employer le mot « patrimoine » au singulier ou au pluriel, parler d'« histoire du patrimoine », ou d'« histoire des patrimoines » ? La nomenclature administrative a évolué sur ce point, on le sait, puisqu'on est passé de la « direction du patrimoine » à la « direction générale des patrimoines ». Les matières traitées, quant à elles, ne se sont pas pour autant multipliées : le temps n'est plus à l'invention de nouvelles catégories de patrimoine, car l'« invention » de l'immatériel n'est plus de première jeunesse. Alors, pourquoi passer du singulier au pluriel ? Du concept unitaire et englobant à la reconnaissance de la diversité factuelle ?

Il est clair que, derrière ce qui pourrait paraître pour une simple coquetterie d'intellectuels répugnant à l'enrégimentement dans des idées générales, se manifeste un phénomène qui découlait de l'Année du patrimoine, en 1980 : le passage des Monuments historiques au Patrimoine. Du rassemblement unitaire sur une liste, celle des « classements », à la diversification : dans l'ordre des supports (matériels ou immatériels), des typologies (rural, balnéaire, etc.), du qualitatif (la cathédrale et le four à pain). Quelques-uns ont protesté, critiqué, ironisé, parlant d'inventaires à la Prévert, ou d'arche de Noé. D'autres y ont vu l'occasion d'un renouvellement prodigieux : les années qui suivirent l'opération de 1980 vécurent l'explosion joyeuse d'un véritable printemps patrimonial.

L'année 1989 et la célébration du Bicentenaire révélèrent autre chose : la mémoire de la France n'était pas unitaire. Elle avait été artificiellement unifiée pendant la Monarchie de Juillet – la création des Monuments historiques avait contribué à le faire – mais un fourmillement de mémoires singulières révélait tout à coup la vitalité de la pluralité mémorielle. J'avais évoqué cette question dans la défunte *Revue des monuments historiques* et, quelque temps plus tard, dans le *Magazine littéraire*. C'était à l'occasion de la parution des derniers volumes des *Lieux de mémoire* qui, eux aussi, insistaient sur une façon nouvelle de concevoir l'histoire de France.

Car, jusqu'alors, personne ne remettait en cause la réalité de l'identité de la France dont Fernand Braudel, reprenant le projet de Lucien Febvre, avait donné la plus célèbre description historiographique. Mais le temps passa vite et lorsqu'en 2009, Jean-Pierre Rioux rendit un rapport sur un projet de « Maison d'histoire de France », une grande émotion s'empara de quelques historiens et archivistes : le projet présidentiel de concevoir un musée chargé de renforcer l'identité culturelle du pays fut, de ce fait, abandonné. Parmi les arguments les plus radicaux qui furent alors exprimés, on retiendra que l'histoire de France résulterait d'une manipulation

car la France ne posséderait pas de réalité historique. Ce discours négatif ne déboucha sur rien, sinon qu'à affirmer l'impuissance des spécialistes à construire un récit national englobant.

Dans le même temps que, des années 1980 à l'heure actuelle, les mêmes s'empoignaient sur arrière-plan d'instrumentalisation politique, un phénomène nouveau venait se charger de donner un contenu concret à ces débats théoriques livrés au sein de l'entre-soi : le développement, quantitativement inhabituel, de l'immigration. Fallait-il assimiler, intégrer ou procéder par des juxtapositions de communautés ? On assista à de remarquables débats par voie de presse qui opposèrent quelque temps l'antique conception républicaine de l'unification par l'école et l'enseignement de la langue et de l'histoire à ceux qui pressentaient, malgré quelques réussites, l'échec probable – vu le ratio entre les moyens et les besoins – de cette démarche. D'autres, plus radicaux, voyaient, déjà, l'occasion de renouveler les attendus d'une société encore marquée par son passé. On croyait naguère encore que la révolution naîtrait de la lutte des classes : il suffirait de remplacer le concept marxiste par celui plus actuel de mise en tension des cultures. Le passage de l'unité à la pluralité patrimoniale s'est imposé par lassitude pour les uns, par projet pour les autres. Il précède l'idée, non encore clairement énoncée mais en gestation, de pluralité sociétale – elle découle de la manière française de comprendre la notion anglo-saxonne de « communauté ».

Les hasards de notre recherche scientifique sur l'« histoire des patrimoines » font que la présente *Livraison* paraît au moment où vient de s'achever une campagne pour l'élection d'un nouveau président de la République au cours de laquelle ces questions ont été évoquées : on a parlé de culture de France, de culture en France, d'identité française, d'absence d'identité française. On a contesté la réalité historique de la France. Au passage, on a même énoncé l'idée que l'art français n'existait pas, en en donnant pour preuve, entre autres, que Jean-Baptiste Lully était florentin – sous-entendant par là sans doute l'existence probable d'une identité florentine... Pour caricaturaux qu'ils soient, ces énoncés doivent se comprendre comme autant d'avancées dans l'énoncé.

L'avenir tranchera peut-être sur la réalité de toutes ces affirmations : elles ne sont légitimes que pour autant qu'elles n'instrumentalisent pas la science et les savants. Au temps du discours idéologique s'oppose celui de la construction patrimoniale. L'aventure du Concorde, écrite dans les pages qui suivent, restera comme un échec technologique et commercial : elle n'en reste pas moins, pour la France et la Grande-Bretagne de l'époque, un fort moment d'histoire nationale. Montalembert écrivit un jour que : « La mémoire du passé ne devient importune que lorsque la conscience du présent est honteuse. » Quant à la sagesse populaire, elle rappelle que l'absence d'histoire constitue le privilège des peuples heureux : les peuples heureux n'ont point d'histoire.

J.-M. L.